

Veille & territoires

EN QUELQUES CLICS

#236 Bulletin du 29 novembre 2018

cget



► Que disent les sciences sociales sur le mouvement des gilets jaunes ?

La position d'Arnaud Brennetot, Christophe Guilluy, Aurélien Delpirou, Sylvain Genevois, Gérard Noiriel et Jacques Lévy sur le mouvement de protestation.

Géoconfluences, 27 novembre 2018. En ligne.

Le mouvement de protestation des gilets jaunes contre la hausse du prix des carburants en France donne lieu à un flot de commentaires politiques et médiatiques interprétant les contours sociologiques et géographiques du mouvement. Plusieurs géographes ont cherché à porter un discours analytique dépassant les jugements à l'emporte-pièce et les raccourcis géographiques. Leurs points de vue et commentaires sont regroupés dans ce dossier de Géoconfluences.

Attractivité

► Attractivité des territoires : où est le bien vivre ?

Fiona Ottaviani.

The Conversation, 14 novembre 2018. En ligne

L'attractivité, telle que le concept est actuellement compris, reflète mal la capacité à donner à chacun la possibilité de bien vivre dans une ville ou sur un territoire. La plupart du temps, l'attractivité est vue au travers du prisme de l'économie dans son sens le plus frustré. Ce faisant, on s'éloigne de la conception d'une ville ou d'un territoire souhaitable où tous les habitants se sentent bien et pourraient se réaliser. C'est ce constat-là qui nous amène à nous poser la question des des indicateurs alternatifs.

Cohésion territoriale



► **Villes-campagnes : pour une cohésion des territoires de la République.**

Contributions d'experts, élus et acteurs de terrain pour mieux appréhender l'avenir de nos territoires.

Quentin Jagorel (sous la dir.)

Démocratie Vivante (Think tank), octobre 2018. 168 p.

Conçu comme une somme d'apports théoriques et pratiques susceptibles d'alimenter un débat souvent brouillé par des idées reçues et des raccourcis idéologiques, l'ouvrage propose de réfléchir aux moyens de lutter contre ce qui éloigne les différents espaces de la République.

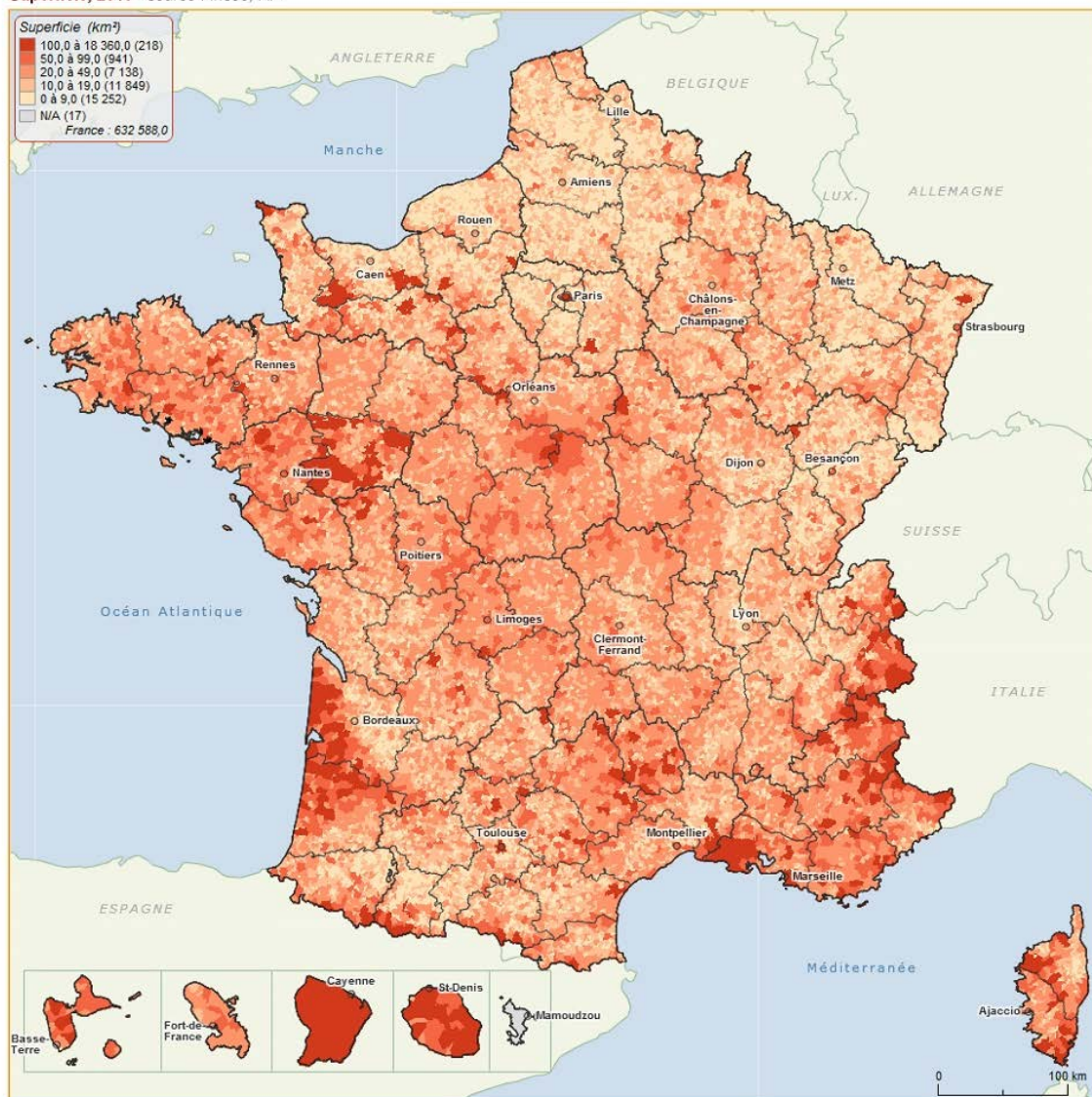
Universitaires, élus, membres d'association s'attachent ici à appréhender la question de la relation « ville-campagne » et plus précisément la relation « métropoles-villes moyennes-ruralités », dans une démarche actualisée et positive : comment faire en sorte que tous nos concitoyens, des villes ou des champs, regardent dans la même direction ?

Collectivités territoriales

Une carte, un focus

► **Zoom sur la taille des communes françaises**

Superficie, 2015 - source : Insee, RP



Au 1er janvier 2018, la France compte 35 357 communes. C'est 59 de moins qu'au 1er janvier 2017 : le nombre de communes françaises fluctue habituellement d'une année sur l'autre en fonction de la fusion ou du fractionnement de certaines communes. Ces évolutions ont été particulièrement accentuées en 2016 et en 2017, sous l'effet de la loi du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), qui a encouragé les regroupements de communes. Ainsi, le nombre de communes françaises a diminué de 1 242 en 2 ans, soit une baisse de 3,4 % par rapport à 2015.

En 2018, la taille moyenne des communes françaises est de 18 km², ce qui correspond à la superficie du Creusot, de Quincy ou encore de Grenoble. Mais ce chiffre moyen masque de grands écarts de taille. Ainsi, la commune française la plus étendue, Maripasoula (Guyane), mesure 18 360 km², quand la plus petite (Castelmoron d'Albret, en Gironde), mesure 0,035 km², soit 4 hectares. La moitié des communes françaises s'étend sur moins de 11 km² (ce qui correspond à la superficie de la Grande Motte ou encore de Corbeil-Essonnes). Les 16 communes les plus étendues sont toutes situées en Guyane, et devancent largement Arles, la commune de France métropolitaine la plus étendue (759 km²). Sur le territoire métropolitain, les plus grandes communes sont situées dans les Landes, en Camargue, dans les Alpes et dans le Maine-et-Loire. Les plus petites sont quant à elles plutôt situées dans le Nord et dans l'Est du pays.

► Explorez et comparez la superficie des communes françaises sur le [site de l'Observatoire des territoires](#) !

Démocratie locale

► Le blues des maires.

Éric Kerrouche.

Fondation Jean Jaurès. Novembre 2018. 49 p.

Assiste-t-on vraiment à des démissions de maires et de conseillers municipaux en cascade ? Les élus des territoires ressentent-ils un malaise de plus en plus aigu face aux exigences croissantes des citoyens, au temps demandé par le mandat et aux réformes mises en place ? Le mandat local est-il devenu moins attractif ? C'est en s'appuyant notamment sur les résultats d'une consultation lancée par le Sénat auprès de maires, d'adjoints et de conseillers municipaux qu'Éric Kerrouche, directeur de recherche au CNRS et sénateur des Landes, fait le point dans cet essai sur les symptômes et les facteurs d'un phénomène grave pour le fonctionnement de la démocratie locale française. Il y propose également des pistes de solutions qui sont autant de propositions pour renforcer une République des

territoires.

► La démocratie participative est aussi une industrie.

Alice Mazeaud ; Magali Nonjon.

AOC, novembre 2018. En ligne

Si la démocratie participative est dans l'air du temps, elle n'est plus seulement une cause à défendre ni même un projet politique alternatif. Elle est devenue un standard de l'action publique, un objet courant, ordinaire, conforme à des normes de fabrication en grande série et soumis aux effets de la concurrence, aux processus de rationalisation des conditions et aux coûts de production.

Développement économique

► Economie de proximité, économie circulaire et écologie industrielle et territoriale. Approche empirique à partir d'expériences de pôles, clusters, PTCE et de territoires.

Etude réalisée par Gwénaél Doré pour France Clusters, appuyé par l'Institut CDC pour la Recherche et l'INRA.

France Clusters, novembre 2018. 51 p.

Aujourd'hui, de nombreuses collectivités, des associations d'entreprises ou des clusters prennent des initiatives en matière d'économie circulaire, et en particulier, d'écologie industrielle et territoriale (EIT). Ces démarches renforcent l'économie de proximité et la mise en place de circuits courts. Ce mémento présente des repères et des exemples sur l'économie circulaire, pour la mise en œuvre de cette démarche par de nombreux clusters et territoires. Présentation également de cas emblématiques d'écologie industrielle dans le monde, et analyse d'une dizaine d'expériences en France.

► Le réseau économique des provinces. L'exemple de la Province de Namur.

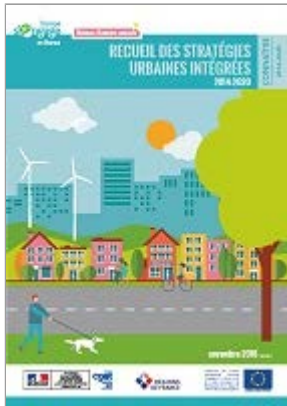
David Van Den Abbeel

Les @analyses du CRISP, 2 octobre 2018. 14 p.

La société belge entretient aujourd'hui une relation pour le moins ambiguë avec les institutions provinciales. Depuis les années 1970 au moins, la légitimité de ce niveau de pouvoir est périodiquement remise en question. La réforme et, a fortiori, la suppression pure et simple du niveau institutionnel provincial ne relèvent toutefois pas simplement d'un quelconque courage politique, elles font également face à de vraies difficultés institutionnelles. Cette complexité est aussi à chercher dans l'ancrage territorial fort de ces institutions. Non contentes de déployer une série de services directs ou indirects à leur population, les provinces s'inscrivent également au cœur d'un réseau relativement dense d'organismes (intercommunales, associations...) dont les activités dépendent, en tout ou en

partie, des impulsions données par les institutions provinciales. C'est la diversité et la richesse de ces réseaux que cette @analyse du CRISP en ligne tente d'éclairer en essayant de cerner le poids économique de la Province de Namur.

Développement urbain intégré



► L'Europe au coeur de nos villes.

Le CGET pilote avec Régions de France le Réseau Europe urbain qui a pour objectif de faciliter la mise en œuvre des fonds européens dédiés au développement urbain intégré. Dans ce cadre-là un séminaire national a été organisé le 27 novembre à Paris.

Plus de 100 participants issus de toute la France, représentants de régions, des intercommunalités et des villes, des porteurs de projets, des services de l'Etat et de centres de ressources de la politique de la ville étaient réunis.

Il s'agissait de dresser un premier bilan de la mise en œuvre des stratégies urbaines intégrées soutenues par les fonds européens 2014-2020, et d'envisager les prochaines échéances post 2020 qui se préparent dès aujourd'hui. L'objectif de la journée était double. D'un côté tirer les enseignements de la période actuelle en identifiant les difficultés et pistes d'amélioration. D'un autre côté valoriser les acquis et les projets mis en œuvre grâce au soutien de l'Union européenne dans nos villes, dans des domaines aussi variés que l'urbanisme durable, l'intégration des migrants, la création d'activités économiques...

A cette occasion le réseau a publié une première version du recueil de l'ensemble des stratégies régionales et urbaines mises en œuvre en France.

► **Recueil des stratégies urbaines intégrées 2014-2020. Novembre 2018. 196 p.**

Emploi - Insertion professionnelle

► Première évaluation des conventions d'appui aux politiques d'insertion.

Mireille Gaüzère ; Véronique Guillermo (Igas).

Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes). Coll. Hors-série "Les rapports de l'Onpes". 19 novembre 2018. 428 p.

Ce nouveau rapport de l'Onpes expose les enjeux et objectifs du Fonds d'appui aux politiques d'insertion (FAPI) avant de procéder à l'analyse des 90 conventions départementales signées entre les départements et l'État, puis à l'apport des actions engagées dans le domaine de l'accès ou du retour à l'emploi.

Evaluation des politiques publiques

► Quelle place pour les méthodes qualitatives dans l'évaluation des politiques publiques ?

Anne Revillard (Sciences Po OSC LIEPP).

LIEPP Working Paper, n° 81. Novembre 2018. 36 p.

Le renouveau récent des pratiques académiques d'évaluation des politiques publiques en France s'est accompagné d'une forte valorisation des méthodes quantitatives, notamment expérimentales et quasi-expérimentales. Cette situation invite à revenir sur les fondements des méthodes qualitatives en sciences sociales et sur l'histoire de leurs usages en évaluation sur le plan international, pour identifier la place qu'elles pourraient occuper dans cette démarche en France. L'auteur revient sur les implications, pour le champ de l'évaluation, de trois caractéristiques idéales typiques des approches qualitatives : l'attention au sens assigné à l'action, la mise en lumière de processus, et la place de l'induction. A la lumière des débats sur le positionnement épistémologique des méthodes qualitatives et sur les démarches participatives, Anne Revillard insiste sur l'intérêt d'ancrer l'évaluation qualitative dans une démarche systématique de production scientifique.

Finances locales

► Colloque sur les finances locales franciliennes.

Forum métropolitain du Grand Paris ; Amif ; France urbaine ; AdCF ; Banque postale.

Novembre 2018. 80 p.

Actes du colloque organisé par le Forum métropolitain du Grand Paris en septembre dernier, avec reprise des échanges et des interventions lors des trois tables rondes intitulées : "L'impact de la refonte de la fiscalité locale sur les collectivités franciliennes" ; "L'évolution et les enjeux des finances locales franciliennes en vue du projet de loi de finances 2019" ; "A la recherche d'équilibres vertueux entre l'agglomération francilienne et les autres métropoles".

► [Les actes](#) ► [La synthèse](#)

Industrie et territoire

► Industrial clusters and economic resilience. The case of Ranipet in Tamil Nadu (India) / Clusters industriels et résilience économique. Le cas de Ranipet dans le Tamil Nadu (Inde).

Marius Kamala ; Venkatasubramanian Govindan.

Revue internationale des études du développement, 2018/4 (n° 236), p. 137-161. [en anglais]

Certaines études récentes sur l'urbanisation en Inde se référant à la théorie de Ananya Roy, centrée sur l'informalisation, l'impossibilité de gouvernance et autres, ont remis l'accent sur la « périphérisation » de l'industrie qui maintient les petites villes industrielles à des niveaux bas de dynamisme économique et de bien-être social. Cet article s'intéresse au contraire à la résilience d'une petite ville industrielle (Ranipet – Tamil Nadu) bien intégrée dans les réseaux mondiaux depuis l'époque coloniale. Cela fait référence au cadre de l'« urbanisation subalterne » impliquant une forte participation des acteurs locaux malgré les circuits globaux du capital.

Logement - Habitat

► Comment la rénovation urbaine transforme les classes populaires.

Pierre Gilbert.

Métropolitiques, novembre 2018. En ligne.

En modifiant l'habitat et l'aménagement des cités HLM, la rénovation urbaine ébranle en profondeur les conditions d'existence et les trajectoires des habitants. Elle contribue ainsi à transformer les rapports au logement, au voisinage et à l'éducation des classes populaires contemporaines, et renforce leur fragmentation interne.

Mobilité - Transports

► Observer l'impact des lignes à grande vitesse : acteurs et territoires du grand Ouest français.

Gérald Billard ; Lionel Bertrand (sous la dir.)

Noréis, 2018/3 (n° 248). 128 p.

En France, comme en Europe, la construction de lignes à grande vitesse (LGV) a bouleversé depuis une trentaine d'années l'accessibilité ferroviaire des territoires connectés à ce réseau de transport rapide. La première préoccupation pour l'État, SNCF Réseau et l'ensemble des partenaires publics et privés financeurs reste sans doute celle de la réussite commerciale des deux nouveaux tronçons du réseau à grande vitesse français déjà bien constitué (LGV BPL et LGV SEA). Mais la mise en service de ces deux nouveaux tronçons de LGV en France suscite logiquement des attentes bien plus larges

non seulement de la part des agglomérations et métropoles directement desservies mais également des territoires bretons et aquitains. La mesure des impacts de la mise en service d'une ligne à grande vitesse s'avère donc relativement complexe tant d'un point de vue des thématiques abordées que des échelles spatiales et temporelles mobilisées.

► **Mettre les nouvelles mobilités au service de tous les territoires.**

Françoise Cartron ; Alain Fouché ; Olivier Jacquin ; Didier Rambaud ; Michèle Vullien.

Sénat (Délégation sénatoriale à la prospective). Novembre 2018. 155 p.

Aujourd'hui, le numérique transforme les déplacements des hommes et des marchandises, à un rythme encore jamais atteint. La Délégation à la prospective du Sénat a souhaité approfondir les enjeux de cette révolution des mobilités. Dans un contexte soumis à l'impératif environnemental et au foisonnement des innovations, les acteurs publics devront être en mesure de proposer les moyens les plus adaptés pour répondre aux attentes de la population, en lien avec les nouvelles possibilités offertes par l'évolution des technologies. Les futures mobilités pourront se déployer de manière très différente selon les territoires, avec un scénario idéal, celui des mobilités pour tous autour d'une grande diversification de l'offre, et un scénario noir, celui d'une relégation des territoires ruraux qui, peu couverts en transports collectifs, auront le plus grand mal à passer le cap de la décarbonation à l'horizon 2040, du véhicule autonome et du partage des usages. Les propositions de vos rapporteurs visent à éviter ce dernier scénario.

► **Rapport** : ► **Synthèse**

► **Les initiatives citoyennes de mobilité au service du projet de territoire.**

Bertrand Dépigny ; Florence Bordère ; Karine Lancement et al.

Cerema. Novembre 2018. Coll. *Mobilité et transports (pratiques locales)*. 12 p.

Autostop organisé, pédibus, transport solidaire, ... le champ de la mobilité bénéficie d'une dynamique « ascendante » de création d'initiatives portées par des citoyens, des collectifs ou encore des entreprises. Ces initiatives ont pour objectif d'apporter une réponse à un besoin de mobilité qui n'apparaît pas satisfait par l'offre de transport public. À ce titre, il peut être utile de qualifier le lien entre les porteurs de ces initiatives et les collectivités locales sur les territoires desquelles elles se déploient. Cette fiche propose de découvrir certaines de ces initiatives et d'analyser les conditions de leur émergence, le service qu'elles proposent et le rapport que leurs porteurs entretiennent avec la collectivité. Plusieurs pistes sont proposées pour les inscrire dans des projets de territoires, en particulier dans les territoires peu denses.

► Les services publics face à la radicalisation. Auditions d'experts.

Assemblée nationale (Mission d'information de l'Ass. nationale). 20 novembre 2018. Vidéo en ligne.

Auditions de Serge Hefez, psychiatre et psychanalyste, de Sebastian Roché, directeur de recherche au CNRS et de Romain Sèze, chercheur à l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ).

Services au public

► Rapport fait au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux.

Sylvie Vermeillet.

Sénat, 13 novembre 2018. 44 p.

La proposition de loi n° 730 visant à lutter contre la désertification bancaire dans les territoires ruraux s'inscrit dans un double contexte de révolution des usages bancaires et de dévitalisation de certains territoires. Sous la double impulsion de l'essor des nouvelles technologies et de modifications juridiques réduisant la capacité de paiement en espèces, les moyens de paiement évoluent. Cette transition rapide s'accompagne toutefois de difficultés pour certaines populations peu familières des nouveaux usages ainsi que pour certains territoires dont la couverture numérique n'est pas assurée. Ces difficultés se conjuguent avec un autre phénomène : la dévitalisation progressive de nombreux territoires, où l'activité commerciale de proximité décline au profit des commerces de périphérie et du commerce en ligne, accentuant l'attrition des services du quotidien.

► Financement des services publics : trouver l'équilibre (dossier).

Intercommunalités, n° 233. Novembre 2018. pp. 9-15.

En charge de services publics locaux de plus en plus divers et nombreux, les collectivités, en particulier les communautés et les métropoles, font face à des problématiques de financement qui, dans le contexte actuel, appellent de nouvelles solutions. Celles-ci nécessitent de redéfinir les objectifs, l'organisation, le dimensionnement, la répartition entre contribuable et usager ou encore la tarification des services, en vue de parvenir à un équilibre synonyme de pérennité et de sécurité.

Tourisme



► Le tourisme dans les villes moyennes. Des potentialités certaines mais à mieux exploiter en



complémentarité avec leurs territoires.

CGET ; Amélie Jouandet ; Sylviane Le Guyader. 20 p.

Le tourisme urbain s'est largement imposé ces dernières années, les métropoles et villes capitales tirant un potentiel de croissance important des flux internationaux en plein essor. Alors que le Gouvernement a lancé un large plan d'action pour les villes moyennes, il est apparu important de caractériser les potentialités et faiblesses de l'activité touristique de ces dernières à travers plusieurs approches.

Trois temps principaux d'analyse proposés dans ce document : "Une fréquentation touristique aux apports économiques indéniables" ; "Des dynamiques touristiques variées selon les villes moyennes" ; "L'expérience touristique dans les villes moyennes forte de leurs identité et patrimoine spécifique".

Actualité législative et parlementaire

- ▶ [Loi n° 2018-1021](#) du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique.
- ▶ [Audition de M. Serge Morvan, Commissaire général à l'égalité des territoires](#), sur la proposition de création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), le 21 novembre 2018. Assemblée nationale - Commission du Développement durable et de l'Aménagement du territoire.
- ▶ [Circulaire du 31 octobre 2018](#) (publiée le 26 novembre 2018) relative à la mise en oeuvre de l'expérimentation « guichet unique – instruction et programmation partagée – référent unique » [réf. loi ESSOC / Simplification les démarches administratives des porteurs de projet dans le champ de la politique de la ville]. 11 p.
- ▶ [Instruction du 13 novembre 2018](#) relative à la mise en œuvre d'un dialogue renforcé entre l'État et les maires dans le domaine de la prévention de la radicalisation violente. 11 p.
- ▶ [Circulaire du 7 novembre 2018](#) relative au classement et au renouvellement de classement des parcs naturels régionaux et à la mise en œuvre de leurs chartes. 71 p.
- ▶ [Projet de loi de finances pour 2019 - Mission « Cohésion des territoires »](#) (et articles 74 à 74 quinquies) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat », « Politique de la ville », « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et «

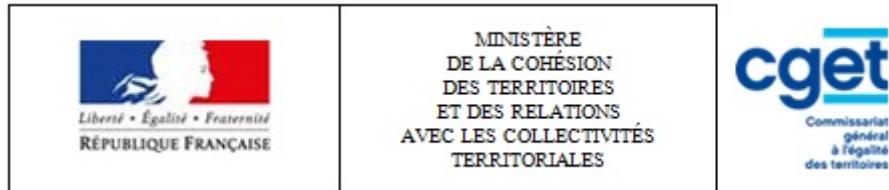
Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> **S'abonner : accès direct à l'encart d'inscription**

>> Nous contacter : veille.cget@gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr



© 2017 CGET

[Se désinscrire](#)